



SECRETARIAT

AS/Jur (2016) CB 06

8 septembre 2016

Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Paris 6 septembre 2016

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Paris le 6 septembre 2016, sous la présidence de M. Alain Destexhe (Belgique, ADLE), en ce qui concerne :

- **Déclaration de M. Pedro Agramunt, Président de l'Assemblée parlementaire, relative à sa visite en Turquie les 1^{er} et 2 septembre 2016** – a entendu une déclaration du Président de l'Assemblée parlementaire sur la situation actuelle en Turquie suite à sa récente visite et a tenu un échange de vues ;
- **25 ans de CPT : progrès accomplis et améliorations à apporter** (Rapporteur : M. Jordi Xuclà, Espagne, ADLE) : a entendu une déclaration du rapporteur ;
- Puis sous la présidence de M. Bernd Fabritius (Allemagne, PPE/DC), 1^{er} Vice-Président :
- **Coopération avec la Cour pénale internationale: pour un engagement étendu et concret** (Rapporteur : M. Alain Destexhe, Belgique, ADLE) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution ;
- Continuant sous la présidence de M. Destexhe (Belgique, ADLE) :
- **Recours juridiques contre les violations des droits de l'homme commises dans les territoires ukrainiens se trouvant hors du contrôle des autorités ukrainiennes** (Rapporteuse : Mme Marieluise Beck, Allemagne, ADLE) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution ;
- **Nomination de rapporteurs :**

Pour rapport :

Le crash de l'avion polonais TU-154 transportant la délégation polonaise, le 10 avril 2010 sur le territoire de la Fédération de Russie : a nommé M. Pieter Omtzigt (Pays-Bas, PPE/DC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;

Pour avis :

Evaluation du partenariat pour la démocratie concernant le parlement de la République kirghize
Rapporteur pour la Commission des questions politiques et de la démocratie : M. Alain Destexhe, Belgique, ADLE : a nommé M. Antonio Gutiérrez (Espagne, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;

Les «Panama papers» et le besoin de justice sociale et fiscale et de confiance dans notre système démocratique : aucune nomination faite ;

- **Appel à candidatures pour rapporteur(e)s** : un appel a été fait pour les candidat(e)s en tant que rapporteur(e)s pour le rapport et l'avis suivants :

Pour rapport :

*Restreindre les droits pour protéger la sécurité nationale – jusqu’où les Etats peuvent-ils aller?
Problèmes juridiques posés par la guerre hybride
(deux propositions devant être combinées dans un seul rapport)*

Pour avis :

Le statut des journalistes en Europe

*(Rapporteuse pour la Commission de la culture, de la science, de l’éducation et des médias :
Mme Elvira Drobinski-Weiß, Allemagne, SOC)*

- **Pour une approche démocratique des questions de gouvernance dans les Etats européens plurinationaux** (Rapporteur : M. Alain Destexhe, Belgique, ADLE) : a entendu une déclaration du rapporteur et a tenu un échange de vues. A autorisé le rapporteur à envoyer des lettres à l’OCDE, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Commission européenne ;
- **Procédures d’adoption de rapports en commission et en session plénière** (Avis préparé pour le Bureau de l’Assemblée Parlementaire par la Présidente de la Commission du règlement, des immunités et des affaires institutionnelles, Mme Liliane Maury Pasquier (Suisse, SOC)) : a pris note de l’avis préparé pour le Bureau de l’Assemblée ;
- **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission** : a pris note de la réponse du Comité des Ministres à la Recommandation 2082 (2015) de l’Assemblée sur « Le sort des détenus gravement malades en Europe » ;
- **Forum mondial de la démocratie** : a réitéré son appel aux membres à manifester leur intérêt à rejoindre la Commission ad hoc du Bureau au Forum mondial de la démocratie, à Strasbourg du 7 au 9 novembre 2016 ;
- **Détournement du système d’Interpol: nécessité de garanties légales plus stricte** (rapporteur : M. Bernd Fabritius (Allemagne, PPE/DC)) : a accepté la participation du rapporteur à l’Assemblée générale d’Interpol à Bali (Indonésie) du 7 au 10 novembre 2016 et a décidé de demander l’autorisation nécessaire du Bureau, sous réserve de la disponibilité de fonds ;
- **Prolongation de renvoi: « Renforcer l’Etat de droit dans les pays d’Europe du Sud-Est grâce à des réformes ciblées du système judiciaire »** (rapporteur, M. Bernd Fabritius (Allemagne, PPE/DC)). A entendu une déclaration du Rapporteur et décidé de demander au Bureau une prolongation de ce renvoi jusqu’au 30 juin 2017 ;
- **Questions diverses :**
 - **Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe** (ancien Rapporteur : M. Yves Cruchten, Luxembourg, SOC) : dans le cadre du suivi de la Résolution 2096 (2016) sur ce sujet, a pris note de l’intention de l’ancien Rapporteur de participer à un événement en marge de la réunion « *Human Dimension Implementation* » à l’OSCE/ODIHR, Varsovie (Pologne), le 21 septembre 2016, sans frais pour l’Assemblée ;
 - **Réunion jointe avec AS/POL le mardi 11 octobre à 14h00 « Ni Haine, Ni Peur »** – a décidé de tenir une audition jointe pendant la partie de la session d’octobre avec la commission des questions politiques et de la démocratie dans le cadre de la campagne « Ni Haine, Ni Peur » ;
 - **Twitter** : a pris note du compte « Twitter » de la commission récemment établi « [@PACE LegalHR](#) » ;

- **Prochaines réunions** : a pris note des prochaines réunions et a confirmé les dates de réunion en novembre et décembre comme suit :

Commission plénière :

- Strasbourg, pendant la 4^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2016 (10-14 octobre 2016)
- Paris, 8 novembre 2016, (Bureau du Conseil de l'Europe)
- Paris, 13 décembre 2016, (Bureau du Conseil de l'Europe)

Günter Schirmer, Agnieszka Szklanna, Isild Heurtin

- cc. Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire
Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
Secrétaire Général du Congrès
Secrétaire du Comité des Ministres
Directeurs Généraux
Directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme
Directeur de la Communication
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe